



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

### **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

---

**TRAVAUX DE MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES  
ET DES EQUIPEMENTS LOURDS ASSOCIES  
MC-2025-05**

---

---

# SOMMAIRE

1	Dispositions générales du contrat .....	4
1.1	Objet.....	4
1.2	Décomposition du contrat .....	4
1.2.1	<i>Allotissement</i> .....	4
1.2.2	<i>Tranches</i> .....	4
2	Pièces contractuelles .....	4
3	Durée – Délai d’exécution.....	4
4	Intervenants – Sous-traitance .....	5
4.1	Les intervenants .....	5
4.2	La sous-traitance .....	6
5	Éléments de mission – Conditions d’exécution.....	6
5.1	Etudes d’exécution et de synthèse .....	6
5.2	Période de préparation, Programme d’exécution des travaux, registre de chantier et DICT .....	6
5.3	Plans d’exécution - Notes de calculs – Etude de détail.....	7
5.4	Echantillons – Notices techniques - PV d’agrément .....	7
5.5	Implantation des ouvrages.....	7
5.5.1	<i>Piquetage général</i> .....	7
5.5.2	<i>Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés</i> .....	7
5.6	Installation de chantier .....	8
5.7	Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits.....	8
5.8	Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier .....	8
5.9	Produits chimiques et dangereux et présence d’engins explosifs.....	8
5.10	Nettoyage du chantier .....	8
5.11	Démolition de constructions.....	8
5.12	Gestion des déchets de chantier.....	9
5.13	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	9
5.14	Prévention de sécurité sur le chantier, protection sociale des personnels.....	9
6	Prix.....	9
6.1	Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
6.2	Modalités de variation des prix.....	9
6.3	Augmentation des prix unitaires.....	10
7	Garanties financières .....	10
8	Avances.....	10
9	Modalités de règlements des comptes .....	11
9.1	Acomptes et paiements partiels définitifs.....	11
9.2	Paiement définitif.....	11
9.3	Présentation des demandes de paiement .....	11
9.4	Modalités de transmission des factures .....	12
9.5	Délai global de paiement .....	12
9.6	Paiement des cotraitants .....	12
9.7	Paiement des sous-traitants .....	12
10	Montant des travaux.....	13
10.1	Augmentation du montant des travaux.....	13
10.2	Diminution du montant des travaux.....	13
11	Contrôle et réception des travaux .....	13
11.1	Essai et contrôle des ouvrages.....	13
11.2	Réception .....	13
11.3	Documents à fournir après exécution.....	14

11.4	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage.....	14
11.5	Travaux non prévus.....	14
12	Délai de garantie.....	14
12.1	Délai de garantie .....	14
12.2	Délai de garantie de parfait achèvement .....	14
13	Prestations supplémentaires ou modificatives.....	15
14	Développement durable .....	15
14.1	Insertion sociale .....	15
14.2	Clauses environnementales .....	15
15	Pénalités .....	15
15.1	Pénalités de retard.....	15
15.1.1	<i>Sur le délai d'exécution .....</i>	16
15.1.2	<i>Pour la remise des documents fournis après exécution .....</i>	16
15.2	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable .....	16
15.3	Pénalités pour travail dissimulé .....	16
15.4	Autres pénalités .....	16
16	Primes .....	17
17	Assurances.....	17
18	Clauses de réexamen .....	17
18.1	Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.....	17
18.2	Remplacement du mandataire du groupe en cours d'exécution .....	18
18.3	Réalisation de prestations similaires complémentaires .....	18
18.4	Suspension des délais et pénalités.....	18
18.5	Substitution de matériaux ou fourniture .....	19
18.6	Cas particulier .....	19
19	Traitement des données personnelles.....	19
20	Résiliation du contrat .....	20
20.1	Conditions de résiliation .....	20
20.2	Redressement ou liquidation judiciaire .....	20
21	Règlement des litiges .....	20
22	Dérogations .....	21

# 1 Dispositions générales du contrat

## 1.1 Objet

Les stipulations du présent CCAP les travaux de modernisation des infrastructures et des équipements lourds associés.

Lieu d'exécution : 2 rue Maxime Rivière 97490 Sainte-Clotilde (La Réunion).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

## 1.2 Décomposition du contrat

### 1.2.1 Allotissement

Les prestations sont réparties en 4 lots

<b>N° lot</b>	<b>Intitulé lot</b>
<b>1</b>	<b>Climatisation ventilation &amp; air conditionné</b>
<b>2</b>	<b>Plomberie - traitement d'eau - air comprimé</b>
<b>3</b>	<b>Courant fort - courant faible - LAN</b>
<b>4</b>	<b>VRD - étanchéité - couverture - 2nd oeuvre</b>

### 1.2.2 Tranches

Il n'est pas prévu de tranches.

# 2 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 18.1.4 du CCAG-Travaux le calendrier prévisionnel d'exécution n'est pas annexé à l'acte d'engagement mais est considéré comme un document à part entière. Toutes les autres clauses de cet article non modifiées sont applicables.

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières (DPGF) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

# 3 Durée – Délai d'exécution

Le délai prévisionnel d'exécution des travaux est fixé à 18 mois hors congés à compter de la date fixée dans l'ordre de service de démarrage des travaux. Les différents délais seront fixés dans le calendrier prévisionnel d'exécution puis dans le calendrier détaillé d'exécution. Il est fait application de l'article 18.1 du CCAG – Travaux.

Le délai d'exécution des travaux comprend une période d'un mois pour les opérations préalables à la réception.

S'agissant de la prolongation des délais d'exécution, il est fait application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite et Durée
Pluie	12 mm en cumulé entre 7 h 00 et 18 h 00 ou 2 mm/h pendant 3h ou plus
Gel	température <0° pendant plus de 3 heures consécutives entre 7 h 00 et 18 h 00
Vent	50 km/heure (14 m/s) pendant plus de 4 heures consécutives entre 7 h 00 et 18 h 00
Neige	10 cm sur 24 h 00 ou à partir de 5 cm à l'ouverture du chantier à 7h00
Canicule	Supérieur ou égal à 5 jours consécutifs de canicules (alerte rouge Météo France)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique nationale la plus proche.

L'Entreprise devra tenir à jour et faire viser aux rendez-vous de chantier un tableau sur lequel seront inscrits températures et intempéries.

Le délai d'exécution sera majoré, d'autant de jours qu'il y aura de jours d'intempéries, réglementairement justifiés. Les intempéries prises en considération seront celles définies au tableau ci-dessus, l'Entrepreneur justifiera de ces intempéries en fournissant au Maître d'œuvre un relevé émanant du service météorologique officiel le plus proche de l'opération.

Une fois mis hors d'air et hors d'eau, les jours d'intempéries ne sont plus acceptés pour les travaux à exécuter à l'intérieur des bâtiments. La date de mise hors d'air et hors d'eau de l'ouvrage sera actée au compte-rendu de chantier.

## 4 Intervenants – Sous-traitance

### 4.1 Les intervenants

Le Maître de l'ouvrage est le CYROI représenté par M. MERIAU Directeur (partie administration & finances), M. PUAUD RAF projet (idem) et M. GARCIA (suivi technique & financier) sur cette opération.

L'Assistant-Maître d'Ouvrage pour cette opération est : désignation ultérieure.

Le maître d'œuvre pour cette opération est le CYROI

La coordination en matière de sécurité de et protection de la santé est confiée à : désignation ultérieure.

Le Pilote de Chantier désigné par le Maître de l'Ouvrage pour cette opération est : désignation ultérieure.

Le Contrôleur Technique désigné par le Maître de l'Ouvrage pour cette opération est : désignation ultérieure.

Le Coordinateur SSI (suivi, validation et réception des travaux liés à la baie incendie) désigné par le Maître de l'Ouvrage pour cette opération est : désignation ultérieure.

---

## 4.2 La sous-traitance

---

La sous-traitance n'est pas limitée.

## 5 Éléments de mission – Conditions d'exécution

---

### 5.1 Etudes d'exécution et de synthèse

---

Les documents relatifs établis par les entreprises titulaires dans le cadre des études d'exécution et de synthèse sont soumis pour visa au maître d'œuvre et transmis en format papier au contrôleur technique pour avis. Ces derniers doivent les renvoyer au titulaire avec leurs observations éventuelles au plus tard 20 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du CCAG-Travaux.

Le maître d'œuvre s'assure que les documents établis par les entreprises respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa, tel que le prévoit le code de la commande publique.

En effet, la maîtrise d'œuvre s'assure que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art.

La délivrance du visa ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité.

Tous les plans d'exécution et spécifications (de tous les lots) à l'usage du chantier doivent être transmis au format papier et/ou dématérialisé à la maîtrise d'œuvre pour visa et au contrôleur technique pour avis, tel que mentionné au présent CCAP.

### 5.2 Période de préparation, Programme d'exécution des travaux, registre de chantier et DICT

---

La date de commencement des travaux sera la date fixée dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

L'entreprise titulaire du lot 1 se devra, par mesure de sécurité, réaliser les demandes de DICT (Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux) à l'ensemble des concessionnaires.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée de la période de préparation est fixée à quatre mois. Elle débute à compter de la date indiquée dans l'ordre de service et est incluse dans la période d'exécution.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié,
- Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail, 21 jours avant le début des travaux.

L'entrepreneur devra notamment, pendant la période de préparation du marché, procéder à :

- l'établissement et la présentation au visa du Maître d'Œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG Travaux ;
- l'établissement et la présentation de plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux et à l'article 5.3 ci-après ;
- l'établissement et la remise au maître d'œuvre après synthèse des plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 5.3 ci-après ;

- l'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) après inspection commune organisée par le Coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).

- l'établissement et la présentation au visa du maître d'œuvre d'un tableau prévisionnel d'avancement des travaux présentant les dates probables d'exécution de chaque tâche et faisant apparaître, pour chaque mois, le % de réalisation et le coût prévisionnel de réalisation.

### 5.3 Plans d'exécution - Notes de calculs – Etude de détail

---

Les plans d'exécution, notes de calculs et études de détail sont réalisés en totalité par les entreprises.

La coordination de la cellule de synthèse est assurée par le maître d'œuvre.

L'ensemble des documents établis par les entreprises dans le cadre des études d'exécution et de synthèse sont soumis pour visa au maître d'œuvre et transmis pour accord au contrôleur technique. Ces derniers doivent les renvoyer au titulaire avec leurs observations éventuelles au plus tard 20 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et notes de calcul doivent être visés par le contrôleur technique mentionné au CCAP.

Tout document d'exécution ou de synthèse complémentaire ou modifiant ceux remis dans le cadre de la consultation est dû et sera transmis par le Maître d'œuvre. Ces documents seront remis aux entreprises et pourront être complétés, si besoin, en cas d'imprécisions, sur demande des entreprises au Maître d'œuvre. Ces documents pourront être demandés par le bureau de contrôle pour AVIS. D'une manière générale, tout document d'exécution provenant du dossier d'appel d'offres, complété ou modifié par l'entreprise devra faire l'objet d'un AVIS définitif avant exécution par le bureau de contrôle.

Le démarrage de la réalisation des travaux sera conditionné par la levée de tout avis défavorable sur ses documents d'exécution.

### 5.4 Echantillons – Notices techniques - PV d'agrément

---

Pendant la période de préparation, le Maître d'œuvre et le bureau de contrôle indiqueront aux entreprises leurs besoins.

Le Maître d'Œuvre fixera les dates de production des échantillons, notices techniques et PV d'agrément ainsi que les modalités de restitution. Il pourra être demandé que certains échantillons soient laissés à disposition, dans la base vie, pendant toute la durée du chantier.

### 5.5 Implantation des ouvrages

---

#### 5.5.1 Piquetage général

-Le piquetage général est effectué contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Il devra être conforme au CCTP, au PGC et à l'article 27 du CCAG Travaux.

Le piquetage sera obligatoirement réalisé en présence du maître d'ouvrage.

#### 5.5.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet

---

## 5.6 Installation de chantier

---

Le titulaire du marché devra la fourniture et mise en place d'une base vie de chantier pendant toute la durée du chantier composée de plusieurs baraques modulaires conforme aux normes en vigueur prescrites par le Code Du Travail.

## 5.7 Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

---

Le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le CCTP.

## 5.8 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier

---

Outre le respect des principes généraux de prévention définis par la loi du 31 décembre 1993 et ses textes d'application, le titulaire s'engage :

- à désigner un interlocuteur au coordonnateur SPS,
- à informer le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et, à lui indiquer leur objet,
- à donner suite pendant la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage,
- à viser à la demande du coordonnateur SPS, toutes les observations consignées au registre journal,
- à accompagner le coordonnateur SPS sur le site lors de la visite préalable à la rédaction des PPSPS.

## 5.9 Produits chimiques et dangereux et présence d'engins explosifs

---

En cas de présence de produits chimiques et dangereux, le titulaire devra procéder à la récupération des produits chimiques et dangereux, assurer la mise en stockage spécifique et faire procéder à la destruction par une entreprise spécialisée.

Si le lieu d'exécution des travaux contient des engins de guerre non explosés, les dispositions de l'article 32 du CCAG travaux s'appliquent.

## 5.10 Nettoyage du chantier

---

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé. Il a la charge de l'évacuation de ses propres déchets et déblais, du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

## 5.11 Démolition de constructions

---

Par dérogation à l'article 31.10.1 du CCAG-travaux, le titulaire ne peut démolir les constructions situées dans les emprises des chantiers qu'après en avoir fait la demande au maître d'œuvre huit (8) jours à l'avance. En cas de défaut de réponse du maître d'œuvre, il devra aviser le maître d'ouvrage et attendre sa réponse.



---

## 5.12 Gestion des déchets de chantier

---

Le titulaire, au titre du marché, prend toutes dispositions pour réduire et assurer le tri, l'évacuation, le transport et la valorisation des déchets. Le titulaire s'engage à acheminer les produits enlevés vers un centre de traitement agréé. A ce titre, il doit fournir une copie de l'arrêté préfectoral d'autorisation et/ou du certificat d'agrément de l'installation vers laquelle il oriente les déchets collectés sur le site. La valorisation ou l'élimination des déchets est effectuée par le titulaire conformément aux dispositions des articles 36 et 37 du CCAG Travaux. Le titulaire assure, aux fins de contrôle et de suivi, la traçabilité des déchets.

Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage ainsi que les déchets liés à l'exécution des travaux sont précisées dans le CCTP.

## 5.13 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

---

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution (dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux).

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, les titulaires devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, en particulier en ce qui concerne les conditions éventuellement décrites dans les pièces du marché.

## 5.14 Prévention de sécurité sur le chantier, protection sociale des personnels

---

Le maître d'ouvrage, a l'obligation d'assurer la sécurité des travailleurs et des visiteurs sur les chantiers et d'exercer une obligation de prévention et de vigilance. Le respect de ces obligations nécessite que les personnels, quelle que soit leur nationalité, puissent comprendre la réglementation sociale en application du Code du travail ainsi que les échanges et les directives relatifs à la réalisation du ou des chantiers, et notamment en cas d'identification, par le coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, de tâches présentant d'un risque particulier pour la sécurité des personnes et des biens, tel que cela peut être en cas de co-activité.

# 6 Prix

Les prix sont définitifs. Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA). Il est fait application de l'article 9 du CCAG – Travaux.

## 6.1 Caractéristiques des prix pratiqués

---

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

## 6.2 Modalités de variation des prix

---

Les prix sont fermes et actualisables.

La date d'établissement des prix est à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre. Cette date correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire. Cette date permet de définir le "mois zéro".

---

Le calcul est le suivant :  $P = P_0 \times [Id(m-3)/Id_0]$

selon les dispositions suivantes :

- P = prix actualisé HT
- P<sub>0</sub> = prix initial HT du marché
- Id(m-3) = valeur de l'index du mois de commencement d'exécution moins 3 mois
- Id<sub>0</sub> = valeur de l'index au mois d'établissement du prix du marché

Les index choisis sont les suivants :

<b>N° lot</b>	<b>Intitulé lot</b>	<b>Index</b>
<b>1</b>	<b>Climatisation ventilation &amp; air conditionné</b>	<b>BT41</b>
<b>2</b>	<b>Plomberie - traitement d'eau - air comprimé</b>	<b>BT38</b>
<b>3</b>	<b>Courant fort - courant faible - LAN</b>	<b>BT47</b>
<b>4</b>	<b>VRD - étanchéité - couverture - 2nd oeuvre</b>	<b>BT53</b>

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

En cas de disparition de cet indice, celui-ci sera de fait remplacé par le nouvel indice correspondant fourni par l'organisme de publication, sans nécessité de procéder à la passation d'un avenant.

### 6.3 Augmentation des prix unitaires

---

Sans objet, les marchés étant à prix forfaitaires.

## 7 Garanties financières

Une retenue de garantie sera constituée.

Une retenue de garantie de 5% du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## 8 Avances

Aucune avance n'est versée.

## 9 Modalités de règlements des comptes

### 9.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Tout règlement des comptes (notamment les acomptes et paiements du solde) nécessite la formalisation d'une demande de paiement préalable.

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, l'entreprise établira des situations de travaux mensuelles (ou décomptes), qui indiqueront :

- Les travaux du marché
- Les travaux supplémentaires

Les situations de travaux seront décomposées poste par poste selon le détail figurant au devis du marché.

L'entrepreneur fera apparaître pour chaque poste le pourcentage d'avancement en cumulé du mois (N), ainsi que le pourcentage en cumulé du mois précédent (N-1).

Les décomptes seront établis par l'entreprise et adressés une fois par mois (le 30 du mois) par tout moyen permettant de donner une date certaine au Maître d'œuvre. Le Maître d'œuvre, après leur avoir apposé son cachet de réception, les avoir soigneusement contrôlées et visées, établira l'état d'acompte mensuel. Le maître d'œuvre doit notifier au titulaire l'état d'acompte mensuel et proposer au maître d'ouvrage de régler les sommes qu'il admet. Les acomptes seront payés dans les trente (30) jours suivant la réception de la situation de travaux.

### 9.2 Paiement définitif

Le titulaire du marché doit établir le projet de décompte final de son marché conformément à l'article 12.3 du C.C.A.G. Travaux.

Le décompte général est établi conformément à l'article 12.4 du C.C.A.G. Travaux.

### 9.3 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.2 du CCAG-Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du marché ;
- la référence de l'OS émis par le GIP CYROI ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et le cas échéant diminué des prestations effectuées par celui-ci
- le montant total TTC des prestations exécutées en prenant en compte une TVA à 8,5% (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des prestations exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- les références du compte bancaire ou postal ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux

## 9.4 Modalités de transmission des factures

---

Les factures seront transmises par le portail Chorus Pro à l'aide des éléments suivants :

- **numéro de SIRET du GIP CYROI** : 189 742 208 00029
- **code du service** : FACTURES\_PUBLIQUES

Il est rappelé que le numéro de SIRET de l'émetteur des factures déposées sur Chorus Pro doit être identique au numéro SIRET :

- identifiant le titulaire du marché dans l'acte d'engagement
- identifiant un cotraitant autorisé à présenter directement ses factures en paiement dans l'acte d'engagement
- identifiant un sous-traitant autorisé à présenter directement ses factures dans l'acte spécial de sous-traitance

Dans le cas de facturation émise par un service facturier dont le numéro de SIRET serait différent, ce renseignement devra être également stipulé à l'article 2 de l'Acte d'engagement et dans l'acte spécial de sous-traitance, le cas échéant.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

## 9.5 Délai global de paiement

---

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 9.6 Paiement des cotraitants

---

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5 du CCAG-Travaux.

## 9.7 Paiement des sous-traitants

---

Dès lors que le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le maître d'ouvrage doit être directement payé par celui-ci.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, sous pli

---

recommandé avec accusé de réception, par voie électronique avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur (sous format électronique le cas échéant) accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## 10 Montant des travaux

### 10.1 Augmentation du montant des travaux

---

Il sera fait application de l'article 14 du CCAG travaux.

Conformément à l'article 14.4 du CCAG travaux, le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre ainsi que le maître de l'ouvrage, 30 jours au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

Toutes les autres clauses de l'article 14.4 du CCAG-Travaux non modifiées par le présent article sont applicables.

### 10.2 Diminution du montant des travaux

---

Il sera fait application de l'article 15 du CCAG travaux.

## 11 Contrôle et réception des travaux

### 11.1 Essai et contrôle des ouvrages

---

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en présence du Maître d'Œuvre et de l'organisme de contrôle agréé conformément à l'article 38 du CCAG-Travaux.

### 11.2 Réception

---

Le titulaire est chargé d'aviser le maître d'ouvrage de la date à laquelle les travaux sont considérés comme achevés ou seront considérés comme achevés. Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les lots considérés comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, aucune réception tacite ne peut être admise, celle-ci est toujours subordonnée à la décision du maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux, la décision de réception, avec/sous ou sans réserve, est notifiée au titulaire par le maître de l'ouvrage dans les 30 (trente) jours suivant la date de réception de la proposition de réception du maître d'œuvre.

---

## 11.3 Documents à fournir après exécution

---

Le titulaire remet au maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment :

- les plans d'exécution conformes à la réalisation
- les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre,
- les spécifications de pose,
- les notices de fonctionnement,
- les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre,
- les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), conformes à l'exécution, seront remis dès que le titulaire a achevé ses ouvrages. Les éléments composant le DOE sont précisés dans le CCTP.

## 11.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

---

Il sera fait application, éventuellement, des dispositions prévues au CCAG-Travaux.

## 11.5 Travaux non prévus

---

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale du marché est subordonnée à l'établissement d'un ordre de service selon les stipulations de l'article 13 du CCAG- Travaux.

Pour l'application des articles 13 et 14 du CCAG Travaux, les ordres de services relatifs aux prestations supplémentaires et à l'augmentation du montant des travaux seront établis et notifiés par le maître d'œuvre après accord du maître d'ouvrage.

# 12 Délai de garantie

## 12.1 Délai de garantie

---

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

## 12.2 Délai de garantie de parfait achèvement

---

Le délai de garantie de parfait achèvement (article 1792-6 du Code Civil) est d'un (1) an pour l'ensemble des ouvrages.

En cas d'insuffisance des notices de fonctionnement et d'entretien visées à l'article 40 du CCAG Travaux ou de retard dans leur remise, et par dérogation au 4ème alinéa de l'article 44.1 du CCAG Travaux, l'obligation de parfait achèvement à laquelle sont soumis les entrepreneurs titulaires des lots considérés, s'étend aux travaux rendus nécessaires pour remédier aux effets de l'usage, lorsque ces effets résultent d'erreurs ou de fausses manœuvres commise à raison des lacunes ou de l'absence de ces documents.

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement à l'expiration du délai de garantie contractuelle, le cas échéant prolongé ; le Titulaire y est convoqué.

En complément de l'article 44.2 du CCAG-Travaux, il est précisé, qu'à l'expiration du délai de garantie, si le Titulaire

n'a pas remédié aux imperfections, malfaçons et aux absences d'exécution notées en réserves ou procédé aux reprises énoncées, le délai de garantie en cause peut être prolongé par décision du Maître d'Ouvrage jusqu'à l'exécution complète des prestations, que celles-ci soient assurées par le Titulaire ou qu'elles le soient d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG -Travaux.

En cas d'absence de l'entrepreneur à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal et ce procès-verbal lui est alors notifié.

## 13 Prestations supplémentaires ou modificatives

Les dispositions de l'article 13 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Cela concerne les prestations supplémentaires ou modificatives qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

L'ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du titulaire. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Pour l'établissement des décomptes concernés, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service, si dans le délai de trente jours, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre. En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire.

## 14 Développement durable

### 14.1 Insertion sociale

Sans objet.

### 14.2 Clauses environnementales

Sans objet.

## 15 Pénalités

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants par le Maître d'œuvre.

### 15.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G. Travaux, si le montant total des pénalités ne dépasse pas mille euros (1 000 €) pour l'ensemble du marché, elles ne seront pas exonérées. Toutefois, pour toutes les pénalités détaillées ci-dessous aux articles 15.1 et 15.2, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas en faire application si les circonstances le justifient.

---

### 15.1.1 Sur le délai d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G. Travaux, en cas de retard sur le délai d'exécution, il est fait application d'une pénalité journalière de : 200<sup>e</sup> HT.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer au titulaire du marché, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard pour tout dépassement des délais contractuels constaté par le Maître d'œuvre. Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution, une pénalité forfaitaire de 100,00 €.

### 15.1.2 Pour la remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, des retenues sont opérées, dans les conditions stipulées à l'article 19 du CCAG Travaux mais sans mise en demeure, sur les sommes dues à l'entrepreneur, et seront égales à 100 € par jour calendaire de retard.

---

## 15.2 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable

Sans objet.

---

## 15.3 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur public applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

---

## 15.4 Autres pénalités

L'acheteur prévoit d'autres pénalités, que les pénalités de retard. Ces pénalités sont les suivantes :

- En cas **d'absence au rendez-vous de chantier ou aux réunions** ayant fait l'objet d'une convocation, il sera appliqué une pénalité de 100 € par absence sur simple constatation, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG travaux, et 50 € par retard supérieur à quinze (15) minutes. L'entreprise devra être représentée par une personne qualifiée, apte à prendre les décisions au nom de l'entreprise ;
- **Retard dans la remise de documents et plans demandés par le coordonnateur SPS** durant la phase de réalisation des travaux et pour constituer le DIUO : 100,00 € par jour calendaire et par document. Le délai de remise des documents sera fixé par le Coordonnateur SPS dans son rapport ou dans le compte-rendu de chantier ;
- **Retard dans la remise des documents et plans demandés par le maître d'œuvre et le contrôleur technique** durant la phase de réalisation des travaux et pour constituer ses rapports ou formuler ses avis : 150,00 € par jour calendaire et par document. Le délai de remise des documents sera fixé par le Maître d'œuvre et le Contrôleur technique dans son rapport ou dans le compte-rendu de chantier ;
- **Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite** : 150 € par jour calendaire ;
- **Retard dans le nettoyage du chantier, dans l'évacuation des déchets** : 150 € par jour calendaire + les frais liés au



---

nettoyage qui serait réalisé par une entreprise missionnée par le maître d'ouvrage ;

- **Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier** : 500 € par infraction constatée et par jour calendaire, pour chacun des lots ;

- **Non-respect de l'interdiction de sous-traiter certaines parties essentielles** : En cas de constat par un représentant du Maître d'Ouvrage sur le chantier de non-conformité entre les prestations sous-traitées déclarées et les prestations réalisées, il sera fait application sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux d'une pénalité de cinq pourcents (5%) du montant de la sous-traitance.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer au titulaire du marché, sans mise en demeure préalable, des pénalités pour tout retard ou manquement aux prescriptions citées ci-dessus.

## 16 Primes

Sans objet.

## 17 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) et éventuels sous-traitants doivent justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'ils sont titulaires des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, à savoir :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivant du Code Civil (biennale, de bon fonctionnement et décennale).

Ces assurances comportent en annexe, pendant la même période, la garantie "responsabilité civile" qui pourrait incomber aux assurés à la suite de dommages corporels, matériels ou immatériels causés au tiers du fait des travaux garantis.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ses attestations d'assurance, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## 18 Clauses de réexamen

### 18.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le Titulaire pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau Titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité, redressement ou liquidation judiciaire d'un cotraitant,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

---

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

## **18.2 Remplacement du mandataire du groupe en cours d'exécution**

---

Les modalités de substitution prévues ci-dessus s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

## **18.3 Réalisation de prestations similaires complémentaires**

---

Sans objet

## **18.4 Suspension des délais et pénalités**

---

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de 15 jours au maximum suivant la survenance de l'évènement visé au premier alinéa, le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au titulaire. Le ou les délai(s) ainsi

---

prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

## 18.5 Substitution de matériaux ou fourniture

---

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement de l'un des matériaux (ou fourniture) prévu au marché pour des raisons extérieures au titulaire, ce dernier sera autorisé à y substituer un nouveau matériau (ou fourniture) dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de 15 jours au maximum suivant la survenance de l'évènement visé au premier alinéa, le titulaire transmet à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justificatif exposant a minima :

- Les causes faisant obstacle à l'approvisionnement du matériau susvisé et les justificatifs nécessaires. Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve de ce que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans les délais et notamment, qu'il a procédé à cette commande dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.
- Le ou les matériau(x) de substitution proposé(s).
- La conformité du ou des matériau(x) proposé(s) avec les conditions fixées par le marché et notamment avec les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes

Le titulaire fournit des pièces permettant de justifier des surcoûts liés à la mise en œuvre du ou des matériaux de substitution.

A la suite de la réception de cette demande, sous réserve de sa complétude, l'acheteur dispose d'un délai de 15 jours pour notifier sa décision au titulaire. Lorsqu'il décide de faire droit à cette demande, en cas de pluralité de matériau(x) ou fournitures proposé(s), l'acheteur précise le matériau ou les fournitures dont l'emploi est autorisé en lieu et place des conditions fixées par le marché.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si la décision précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 13 du CCAG Travaux. Par dérogation à cette stipulation, les prix provisoires sont notifiés par ordre de service dans les 15 jours qui suivent la décision de l'acheteur.

## 18.6 Cas particulier

---

Sans objet

# 19 Traitement des données personnelles

Sans objet.

## 20 Résiliation du contrat

### 20.1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 52 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur public, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5%.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnées aux articles R2143-3 et R2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail. L'acheteur public se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 20.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur public par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 21 Règlement des litiges

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues

---

par le code de la commande publique.

Si aucun règlement amiable est possible, seul le Tribunal administratif de La Réunion est compétent en la matière.

## 22 Dérogations

Articles du présent CCAP dérogeant au CCAG Travaux	Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé
1.2 (tranches)	10.6 et 18.3
2	18.1.4
5.2	28.1, 28.2.3 et 28.5
5.3	29.1.5
5.11	31.10.1
5.13	18.1.1
8	10
11.2	41.1.3, 41.3
12.2	44.1 4 <sup>ème</sup> alinéa
12.2	42.3
15.1	19.2.1, 19.2.4
15.1.1	19.2.3
15.2	20.1.5, 20.2.3
17	8.2
18.5	13